



L'Afrique peut nourrir l'Afrique dès à présent  
mettons nos connaissances sur le climat au service de l'act

# CCDA en direct

Vendredi 10 octobre 2014

Actualités quotidiennes de la 4ème Conférence sur le changement climatique et le développement en Afrique, 8-10 octobre 2014

## Lancement d'un Fonds spécial de ClimDev-Afrique de 33 millions d'euros

### Nouvelle initiative de financement pour la lutte contre le changement climatique

Par Kofi Adu Domfeh

**L**a Banque Africaine de Développement (BAD) a mis en place un Fonds de 33 millions d'euros destiné au renforcement des capacités régionales dans la collecte et la dissémination des informations sur le climat afin de surmonter les défis posés par le changement climatique.

Lancé en marge de la Quatrième Conférence sur le changement climatique et le développement en Afrique (CCDA-IV) à Marrakech au Maroc, le Fonds spécial de ClimDev-Afrique sera géré par le Programme Climat pour le développement en Afrique (ClimDev-Afrique) qui est une initiative de la Commission de l'Union Africaine (CUA), la Commission Economique des Nations Unies pour l'Afrique (CEA) et la Banque Africaine de Développement (BAD).

En conséquence, les institutions et les organisations des secteurs public et privé sont maintenant invitées à envoyer leurs projets à ClimDev-Afrique afin d'accéder au financement visant à créer des sources d'informations climatiques, fiables et régulières.

Lors du lancement de ce Fonds, le Coordinateur des Initiatives Spéciales à la BAD, Ken John, s'est montré optimiste, arguant que même s'il adviendrait que le Fonds soit insuffisant pour répondre aux besoins d'informations climatiques de l'Afrique, il sera assez « démonstratif pour que d'autres puissent en bénéficier et apprendre de ces expériences. »

Le changement climatique est devenu l'un des principaux moteurs de la pauvreté en Af-

rique, en particulier parmi les petits agriculteurs qui sont de plus en plus vulnérables, avec environ 37 pourcent de la superficie du continent voués au risque de désertification.

Il y a alors un besoin de stimuler la croissance à travers la traduction de l'information climatique en action pratique.

La BAD est engagée à appuyer les pays à s'adapter aux effets négatifs du changement climatique, assurer la sécurité alimentaire et soutenir les bonnes pratiques en matière de gestion des terres, de l'eau, et des forêts.

Les services d'informations climatiques permettent une meilleure intégration des interrelations entre l'eau, de l'énergie et des terres, qui sont essentiels sur toute la chaîne de valeur des produits agricoles, explique Dr Fatima Denton, Coordinatrice du Centre Africain pour la Politique en Matière de Climat (CAPC).

« Notre profonde conviction est que le changement climatique reste une épée à double tranchant » dit-elle, « Il constitue le plus grand défi de notre temps, mais en même temps il offre la plus grande opportunité pour élargir sa prospérité sur notre continent. »

Le ClimDev-Afrique est chargé d'améliorer les services d'informations sur le climat en appui au programme de développement de l'Afrique.

« La consolidation du potentiel pour l'agriculture et l'utilisation des services sur les informations climatiques auront un effet multiplicateur sur l'alimentation des jeunes, la prospérité partagée et l'assurance de la sécurité alimentaire, l'eau et l'énergie, » a observé Madame Denton.



Une soirée marocaine !

## Énergies renouvelables : un impératif pour l'Afrique

Par Rosine Nkonla Azanmene

**« Pas de développement sans énergie, la problématique s'impose au continent de manière impérieuse ! »** Le ton a été donné ce 09 octobre 2014 par El Mostafa Jamea, Expert en énergies renouvelables et changement climatique. C'était au cours d'une discussion sur le profit à tirer des opportunités technologiques d'énergies renouvelables dans la chaîne de valeur agricole. Selon ses chiffres, 31 % à peine des populations vivant au sud du Sahara ont accès à l'électricité. Dans les zones rurales, le taux est de 14%.

L'accès aux services énergétiques est donc l'une des principales entraves au développement économique en Afrique. L'insuffisance énergétique et l'accès limité à l'électricité sont en grande partie responsables de la pauvreté qui



perdure en Afrique. Selon les experts, la sécurité alimentaire, objectif ultime et préalable indispensable à la réalisation d'un développement transformateur et durable, ne saurait être atteinte sans énergie suffisante. Des experts estiment pourtant que l'énergie est non seulement le moteur de la production agricole, de la transformation et de la création de valeur ajoutée, mais aussi la force motrice derrière le développement des transports, du commerce et de la consommation.

Il est cependant possible d'inverser cette tendance selon El Mostafa Jamea, qui estime que le déficit énergétique du continent peut être convenablement résorbé par la promotion du développement de l'énergie verte. Les effets des changements climatiques sur les systèmes énergétiques renouvelables, notamment l'énergie hydroélectrique, sont importants et peuvent notamment affecter les flux hydrologiques et la

répartition de ressources hydriques variables et rares entre utilisateurs finaux en concurrence.

Il importe maintenant de mener des campagnes d'information, d'intégrer systématiquement les changements climatiques dans les politiques énergétiques et de coordonner la planification sur la base du lien entre eau, nourriture et énergie. La question de la sécurité alimentaire en Afrique doit également être examinée en parallèle avec celle de la sécurité de l'approvisionnement en énergie et en eau, ainsi que de ses effets sur la productivité agricole et les écosystèmes dans le contexte des changements climatiques.

Selon ces experts, la question des innovations dans le domaine des ressources forestières et des biocarburants doit aussi être étudiée car les innovations ont des incidences sur la productivité agricole.

**Suivez nous sur Twitter @ClimDevAfrica #CCDAIV**



# Pour nourrir le continent, l'Afrique doit passer à l'action – Responsable de l'IGAD

Par Violet Mengo

**L'**Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD) a posé le défi à l'Afrique de prendre des mesures en vue de nourrir l'Afrique de manière continue.

Selon Zachary Atheru, le Responsable représentant l'IGAD à la Conférence sur le changement climatique au Maroc, l'Afrique peut être en mesure de nourrir le continent seulement si les mesures en matière de production alimentaire sont mises en place et sont adoptées par tous les gouvernements.

« Si l'Afrique veut développer une économie verte, une agriculture intelligente qui tient compte de la productivité et de l'atténuation des effets climatiques, elle doit alors passer à l'action » a-t-il déclaré.

Il affirme que c'est le moment pour l'Afrique de lever des fonds au niveau du continent en vue d'accroître la production alimentaire.

« Les gouvernements doivent faire preuve de leur engagement pour nourrir le continent en mettant de côté une certaine somme d'argent dédiée au développement du secteur agricole » a-t-il souligné.

Atheru a révélé que si tous les pays consacraient, soit 10%, pour le développement de l'agriculture et si cela s'accompagnait de programmes stratégiques appropriés, le continent serait alors un grenier alimentaire dans les cinq prochaines années.

Il affirme qu'il s'agit de mettre en œuvre les stratégies déjà élaborées pour nourrir l'Afrique.

« Il s'avère alors nécessaire d'utiliser les informations climatiques afin d'améliorer la production agricole pour quadrupler les rendements » a-t-il ajouté.



## L'Afrique peut se nourrir sans Organismes Génétiquement Modifiés

Par Atayi Babs

**L**es experts en changement climatique présents à Marrakech viennent de réaffirmer la capacité de l'Afrique à se nourrir aujourd'hui et dans l'avenir sans organismes génétiquement modifiés.

Cependant, pour que ce rêve se réalise plusieurs conditions doivent être remplies selon ces experts : La technologie doit être accessible et abordable pour les agriculteurs, leurs financements agricoles faciles, et l'accès aux marchés doit aussi être garanti.

Mme Olushola Olayide, de l'Union Africaine a déclaré que l'absence d'une position officielle de l'UA sur les OGM ne signifie pas que cette dernière soutienne des OGM. «Le continent ne manque pas d'exemples de pays qui ont réussi sans OGM. Le Bénin et le Malawi sont

des exemples parlants. »

Pour le Secrétaire Exécutif adjoint de la Commission Economique pour l'Afrique (CEA), le Dr Abdalla Hamdok, la question des OGM mérite un grand débat. Les OGM ont leur face positive tout comme elles ne manquent pas non plus de côté négatif.

### Les préoccupations de la société civile

Mithika Mwenda, le Secrétaire Exécutif de l'Alliance Pan Africaine pour la Justice (PAC-JA), lui, campe sur une position : « Tant que l'Afrique ne joindra pas les paroles aux actes, son rêve de nourrir ses fils et filles ne sera jamais réalisé. »

Selon Mwenda, la société civile africaine est préoccupée par la question des OGM parce que certains pays en font une promotion pour leurs propres intérêts.

## Le Sénégal face aux défis du changement climatique

Par Houmi Ahamed-Mikidache

**L**e Gouvernement du Sénégal a mis en œuvre récemment deux programmes de gestion de l'eau et des terres pour faire face aux défis du changement climatique. Le programme de développement durable des terres a pour objectif de lutter contre la dégradation des terres, l'érosion des sols, la salinisation et l'acidification et de permettre aux paysans de mieux produire. Ce programme vient d'être validé sous l'impulsion du Premier Ministre sénégalais.

« Cela permettra d'améliorer le potentiel de productivité des terres qui sont menacées par la dégradation, l'érosion, la salinisation et l'acidification, les logements et les besoins humains, » a expliqué M. Abdoulaye Baldé, Ministre de l'environnement et du développement durable du Sénégal, en marge d'un des panels de la CCDA-4.

Mais, pour M. Baldé, la recherche doit être associée systématiquement à ces programmes. Elle est « fondamentale ». La recherche a effectivement

permis au Sénégal de développer des variétés de riz tolérantes au sel.

« Le Sénégalais mange du riz tous les jours. Le riz est la principale denrée du Sénégal » fait-il remarquer.

D'après le Ministre sénégalais, ce programme peut aussi permettre à ses citoyens de développer des variétés de céréales tels que le niebe (haricot) et le mil.

Pour permettre à la population de s'adapter et pour améliorer le travail des paysans, le Sénégal a parallèlement mis en œuvre le programme de maîtrise de l'eau.

« Les sénégalais n'exploitent que 10% des eaux de surface et 15% des eaux souterraines. L'agriculture sénégalaise dépend massivement de la pluviométrie. 80% des paysans, selon le ministre, produisent sous pluie. 60% de la production des activités primaires du Sénégal vient de l'agriculture, de la pêche, de l'élevage et de l'extraction minière » précise M. Baldé.

### La FAO tire une sonnette d'alarme

La FAO a récemment attiré l'attention des pays africains quant à l'utilisation des OGM. Les OGM ne sont pas selon la FAO nécessaires pour améliorer la production alimentaire et peuvent des fois ne pas convenir à de nombreux pays d'Afrique.

José Graziano da Silva, Directeur Général de

la FAO a souligné que « la position de la FAO ne veut pas dire que nous sommes contre les OGM, mais nous pouvons nous passer d'eux. »

José Graziano da Silva a en outre exprimé des préoccupations quant à l'impact des OGM sur l'environnement, «Nous ne pouvons pas garantir que ces OGM ne sont pas nuisibles pour l'environnement. Des études s'imposent. »

### CCDA en direct est publié par une équipe de journalistes indépendants.

**Rédacteurs:** Elias Ntungwe Ngalame et Isaiah Esipisu

**Journalistes:** William Inganga, Kofi Adu Domfeh, Atayi Babs Opaluwah, Violet Nakamba Mengo, Friday Phiri, Busani Bafana, Sellina Nkowani, Aaron Kaah Yancho, Senam Rose Amevor, Sidi El Moctar Cheiguer, Emmanuel Bensah, Diane Nininahazwe, Rosine Nkonla Azanmene, Steven Nsamaza, Houmi Ahamed-Mikidache, Apollinaire Niyirora, Jane Kiiru.

**Conception, mise en page et impression:** Ferdos Issa, Wondwossen Girma, Marcel Ngoma-Mouaya

**Coordination éditoriale:** Peter da Costa et Bethelhem Belayneh

# Lutte contre le changement climatique : les jeunes s'engagent

Par Elias Ntungwe Ngalame

« Le changement climatique ne saurait être la bataille d'un seul individu, d'un seul groupe d'individus, ou alors de l'Etat, c'est aussi le combat des jeunes » a déclaré Elisha Moyo, l'un des panélistes dans un débat intitulé « Vers une agriculture résiliente au climat en Afrique ; le rôle de jeunes ».

Représentant près de 30% de la population mondiale et principalement affectée par les problèmes environnementaux et changement climatique, la jeunesse doit mettre à profit ses capacités intellectuelles et de mobilisation sur les questions aussi sensibles que celles liées à la protection de l'environnement. De part son statut d'héritier elle doit veiller au mieux à la préservation de son patrimoine écologique.

« Ceci implique que quelque soit nos différences et nos différents, il faudrait les oublier et nous associer si nous voulons que la victoire soit de notre côté » a-t-il affirmé.

Selon lui, les jeunes doivent contribuer à l'économie verte de leurs pays, c'est-à-dire à

la gestion des ressources rares dans le respect de la nature. Dans plusieurs pays en Afrique le terme « économie verte » n'est pas encore utilisé. Par contre, des actions allant dans ce sens sont en train d'être menées par quelques associations des jeunes comme au Bostwana.

« Choisir de promouvoir l'économie verte, c'est valoriser l'adoption des comportements visant à réduire les émissions ; ce qui aura des conséquences significatives et positives sur le développement économique et social, les modes de consommation et de production et, partant sur l'emploi, le revenu et la réduction de la pauvreté dans beaucoup des pays » dit Elisha.

L'exemple d'une organisation des jeunes béninoise qui ont choisie d'avancer ses actions de restauration du couvert végétal, plantation communautaire de bois de feu, plantation d'essences forestières sur les bords des voies en raison d'un décalage des pluies constaté localement au sud Benin depuis quelques années a été présenté aux participants.

## Nouvelle coalition pour le financement à faible intensité de carbone en Afrique

Par Diane Nininahazwe

Les Gouvernements, les institutions financières et les organisations de la société civile ont opté d'agir en coalition en vue de mobiliser environ 200 milliards de dollars pour le financement de projets visant à réduire les émissions de carbone et à accroître la résilience climatique.

La Représentante de l'Union Africaine, Mme Olushola Olayide, a révélé aux délégués de la CCDA 4 qu'ils ont décidé de mobiliser cet argent pour donner un coup de main aux pays riches qui ont récemment promis une enveloppe de 100 milliards de dollars pour aider les pays en développement à adopter les énergies renouvelables et s'adapter aux variations extrêmes de l'environnement.

« Les dirigeants mondiaux lors du dernier Sommet des Nations Unies sur le changement climatique à New York ont promis de réduire les émissions de gaz à effet de serre, de réduire et de



mettre fin à la déforestation tropicale, et augmenter le nombre des véhicules électriques dans les villes », a déclaré Mme Olushola Olayide.

« L'Afrique doit privilégier les options qui peuvent transformer les défis climatiques en opportunités, en particulier ceux qui améliorent la performance agricole et renforce les capacités pour faciliter la réduction de la pauvreté généralisée et la sécurité alimentaire, » a-t-elle ajouté.

Mme Olushola Olayide a déclaré que l'agriculture restera un facteur-clé de la croissance économique de l'Afrique, avec une responsabilité première de fournir des possibilités d'emploi pour une population en croissance rapide et surtout jeune.

Elle a dit la chaîne de valeur agricole fournit donc plusieurs points d'entrée et les voies pour faire avancer le programme de transformation de l'Afrique vers une économie verte et le développement sobre en carbone.

## Interview

# L'Afrique n'est pas une mendicante

Tosi Mpanu Mpanu, Représentant du Groupe Africain des Négociateurs (AGN) s'est exprimé en marge des travaux de la 4ème Conférence annuelle sur le changement climatique et le développement de l'Afrique. L'expert décrit sous quel prisme l'Afrique devrait aujourd'hui envisager son agriculture. Mais avant, il revient sur les questions de financement du climat, notamment sur la participation active de l'AGN au récent sommet de New York sur le climat.

INTERVIEW réalisé par Rosine Nkonla Azamene

**Vous avez pris une part active au sommet sur le climat à New York. Qu'est ce qu'on retient de la participation de l'Afrique à cette rencontre de haut niveau ?**

C'était un sommet important qui se voulait un sommet des solutions. Il s'agissait de venir non pas pour faire des discours fleuves, mais pour rechercher des solutions concrètes. Beaucoup de pays se sont inscrits dans cette démarche, et ont fait part des ambitions qu'ils étaient prêts à réaliser chez eux. Nous sommes partis de là avec des décisions importantes. L'argent étant le nerf de la guerre, des pays ont pris des engagements pour faire abonder le fonds vert en financement. Nous avons enregistré des engagements de financement de l'ordre de 2,3 milliards de dollars. C'est malheureusement peu par rapport au chiffre que le groupe africain attend. L'AGN voudrait que d'ici Lima, qu'on ait vu des engagements de mobiliser un minimum de 7 milliards de dollars. Nous pensons que 10 milliards de dollars serait un chiffre assez réaliste et 15 milliards de dollars serait vraiment le chiffre le plus ambitieux. Il faut également savoir que d'ici 2020 nous devons mobiliser 100 milliards de dollars. C'est dans six ans. Si aujourd'hui on ne met pas de chiffres ambitieux, ce sera difficile. Donc la discussion sur la finance était importante.

**Sur cette question de financement justement, vous avez parlé d'engagements pris par des bailleurs de fonds pour approvisionner le Fonds Vert pour le climat. Et si ces promesses restaient non tenues ?**

Il ne s'agit pas d'une discussion qui s'inscrit dans le cadre de l'aide publique au développement. L'Afrique n'est pas une mendicante. C'est un



M. Tosi Mpanu Mpanu, Représentant du Groupe Africain des Négociateurs (AGN)

partenariat d'égal à égal de manière complètement, décomplexé où l'Afrique dit : j'ai des moyens de faire mieux, mais j'ai besoin d'un appui qui vient de vous qui avez la ressource financière, de vous qui avez la technologie qui peut être transférée, de vous qui pouvez renforcer les capacités. Donc si ce partenariat n'est pas bien élaboré, l'Afrique continuera son développement de la manière dont il se fait. Et ce serait tout à fait légitime parce que l'Afrique n'a pas de responsabilité historique par rapport à ce problème de climat. Maintenant l'Afrique l'a dit, elle est prête à s'engager de

manière active, de manière dynamique, de manière ambitieuse. Il faut que nous nous développons, et que nous puissions réduire notre pauvreté. Mais nous pouvons en fait procéder à une trajectoire de développement qui soit plus sobre que la trajectoire habituelle. Et pour cela encore une fois, nous avons besoin de l'appui des partenaires.

**En dehors des questions de finance, y a-t-il eu d'autres résolutions ? Notamment sur le problème de déforestation qui affecte particulièrement le continent ?**

Il y a eu des déclarations importantes. Il y a

eu une déclaration de New York sur les forêts à laquelle plusieurs pays se sont joints. Il y a aussi eu une déclaration sur l'élaboration d'un corridor de 8000 km en Afrique d'énergies renouvelables. Il y a eu des actions comme celles-ci qui ont été annoncées et qui nous font croire que c'est un sommet qui pourra servir de déclic pour relancer la négociation.

**La 4ème conférence annuelle sur le changement climatique et le développement de l'Afrique porte sur l'agriculture. C'est le premier secteur à subir les conséquences du changement climatique. Sous quel prisme l'Afrique devrait-elle envisager son agriculture aujourd'hui ?**

Pour la majeure partie des pays africains, l'agriculture est une question extrêmement sensible. Elle s'inscrit dans le cadre pur de l'adaptation. C'est une question qui ne devrait être abordée dans le sens de l'atténuation. Si un pays n'arrive déjà pas à se nourrir, comment est-ce qu'il devrait explorer des voies d'entreprendre l'agriculture de manière plus sobre au carbone. Beaucoup de pays ont peur. Beaucoup se disent si jamais j'accepte de m'engager dans une agriculture qui soit plus sobre au carbone, on pourrait à terme m'imposer une pratique de culture qui soit plus intéressante en termes d'atténuation. Donc on ferait fi de la dimension culturelle, pour imposer de nouvelles cultures, simplement parce qu'elles sont meilleures en terme d'atténuation. Donc c'est une question très sensible et plusieurs pays voient ces questions d'agriculture seulement à travers le prisme de l'adaptation, de la réduction de la pauvreté et la sécurité alimentaire. Il faut faire des efforts en termes d'adaptation et profiter des co-bénéfices qui viendront en termes d'atténuation. Aujourd'hui c'est une question qui se pose avec acuité parce que 60 à 70 % des africains sont directement ou indirectement liés à l'agriculture.

**Qu'est ce qu'on peut espérer de cette conférence ?**

Il y a plus de 500 personnes ici, donc on peut espérer des échanges francs. On peut espérer une discussion ouverte, sincère afin de pouvoir collectivement essayer de trouver des solutions aux problèmes des africains. C'est important qu'il y ait une diversité dans la participation, afin que des différentes perspectives soient enrichies mutuellement.

# Une vache par famille transforme les vies des Rwandais

Par Amevor Aku Senam Rose

**A**u Rwanda, l'initiative de fournir une vache par famille a transformé la vie des agriculteurs pauvres en leur permettant d'augmenter la production agricole, les stocks alimentaires, la nutrition et les revenus. Cette expérience du Rwanda, partagée par le professeur Jean Nduwamungu de l'Université du Rwanda, a permis de comprendre la nécessité d'impliquer les acteurs locaux dans la gestion de l'agriculture. Il s'est exprimé au cours d'une table ronde sur le renforcement de la capacité de l'Afrique à mobiliser et accéder au financement et à l'investissement climatique pour une transformation agricole résiliente au climat. Il n'était pas question de donner des vaches à tout le monde, mais de les

donner à ceux qui avaient la capacité de les nourrir", a-t-il insisté.

Compte tenu du fait qu'en Afrique les populations pratiquent une agriculture de subsistance, Nduwamungu déclare que l'initiative du Rwanda est une façon de pratiquer une production durable, étant donné que les agriculteurs utilisent généralement du fumier comme de l'engrais réduisant ainsi l'utilisation d'engrais chimique qui est dangereux pour la terre et l'environnement. Cependant, Nduwamungu a souligné la nécessité pour les pays d'investir dans la recherche pour le développement, en particulier dans le secteur de l'agriculture.

L'enthousiasme des agriculteurs est également la force de conduite pour le succès du projet. Nduwamungu a ajouté qu'une fois que les éleveurs sont en mesure d'obtenir du fumier, du

lait qu'ils vendent ils sont en mesure d'acheter d'autres denrées alimentaires qui les rendent auto-suffisants en nourriture.

Nduwamungu soutient également le fait qu'aucun pays ne peut se développer sans la recherche. Les gouvernements doivent investir dans la recherche afin de faire développer l'agriculture, car cela permettra aux gouvernements et aux décideurs de prendre des décisions éclairées par les conclusions des recherches", a-t-il conclu.

Robert Chimambo de PACJA en Zambie a également souligné la nécessité de la recherche. Selon lui, il ne suffit pas de faire des recherches, mais il faudrait que ces recherches soient liées aux intérêts de nos producteurs locaux, qui assurent plus de 80% de l'agriculture africaine.



## Les journalistes, la voix de la CCDA-IV

Par Apollinaire Niyirora

**C'**est exactement à 8 heures que Peter da Costa entre dans la salle de rédaction à Marrakech au Maroc et fait un clin d'oeil aux Rédacteurs des sections française et anglaise. « Vous devez être professionnels et utiliser le temps rationnellement afin de respecter les délais, » exige da Costa.

Les Rédacteurs en Chef, à leur tour, rappellent à leurs collègues ce qu'ils sont appelés à faire et ce qu'ils ne sont pas autorisés à faire pendant la journée et comment faire passer leurs messages. Toutefois, ils ont leurs préoccupations. « Nous devons être conscients de l'utilisation du temps, » précise Isaiah Eshipisu, le Rédacteur de la Section Anglaise.

Kofi et Diane prennent leurs enregistreurs pour obtenir le meilleur podcast tandis qu'Aaron et Em-

manuel se pressent autour d'un Ipad pour obtenir la meilleure vidéo Youtube.

En un clin d'oeil, les membres de l'équipe se dispersent vers les salles de conférences à la recherche des faits en interpellant les participants.

« Il est 17 heures et on va boucler, » avertit Eshipisu.

La section Presse de la Quatrième Conférence sur le changement climatique et le développe-

ment en Afrique (CCDA-IV), dont la majorité des journalistes sont membres de l'Alliance panafricaine des médias pour le changement climatique (PAMACC), travaille dans une salle équipée d'ordinateurs connectés à l'Internet pour diffuser les informations en temps réel.

La Section Presse porte plus loin les souhaits de l'Afrique non seulement pour soi, mais aussi pour le monde entier.



**Pour suivre les actualités multimédiatiques, veuillez visiter le site web CCDA en direct sur: <http://climdev-africa.org/ccda4live/>**

**Suivez-nous sur CCDA en direct au [www.climdev-africa.org/ccda4live](http://www.climdev-africa.org/ccda4live) et sur Twitter #CCDAIV**



**CCDA-Live**  
Africa can feed Africa now

